

Expositions au CDI

du 4 au 14 mars 2019

1, Signes de la Résistance et de la Collaboration

Cette exposition dresse un tableau complet sur la période de l'occupation, une des pages les plus noires de notre histoire. La France de 1940 à 1944 a laissé de profondes séquelles dans la mémoire collective. Ce fut 4 années de guerre, de dictature, de prise d'otages, d'enrôlements forcés de travailleurs, d'exécutions capitales, de rationnement, d'exploitation économique et de déportation. Cette exposition met en exergue l'opposition entre les français qui ont profité du régime nazi (les collaborateurs) et ceux qui ont contribué à la Libération de notre pays (les résistants). Elle décrit comment le gouvernement de Vichy a favorisé les desseins du régime nazi.

Sommaire :

- La France de l'armistice
- Démarcation et souveraineté nationale
- L'Etat français et la Révolution nationale
- La mise en place du régime nazi
- Le culte du Maréchal Pétain
- Les signes de l'occupation
- La collaboration
- La collaboration économique
- Pénurie et rationnement
- Le « juif » et la France
- L'Etoile jaune
- Le ralliement au nazisme
- La Libération

2, L'Appel du 18 juin 1940 et son impact jusqu'en 1945

Cette exposition dresse un panorama complet de la France Libre et de la Résistance intérieure depuis l'Appel du 18 juin jusqu'à la Libération.

Sommaire :

- L'Armistice
- Le refus de la défaite
- De Gaulle construit la France Libre
- La Résistance intérieure
- Mouvements et réseaux
- Unifier la Résistance
- Prendre le maquis
- Alger, capitale de la France combattante
- La Victoire
- La mémoire du 18 juin



De Gaulle construit la France libre

1940 • 1942

Après la signature de l'armistice franco-allemand le **22 juin 1940**, la France, amputée de l'Alsace-Lorraine, est divisée en deux zones par la **ligne de démarcation**. Au nord, elle est occupée par l'armée allemande, alors qu'au sud elle est administrée par **Pétain** qui, le **10 juillet 1940**, a obtenu les **pleins pouvoirs**. Il met fin à la III^e République et instaure l'**État français** fondé sur les valeurs autoritaires et réactionnaires de la «**Révolution nationale**». Depuis **Vichy**, il engage la France dans la voie de la **collaboration** avec l'Allemagne. À Londres, **de Gaulle** est reconnu par le gouvernement britannique comme «**chef des Français libres**» le **28 juin 1940**. Le ralliement d'une partie des territoires de l'Empire permet la création du **Conseil de Défense de l'Empire**, le **27 octobre 1940**, à Brazzaville. C'est la première ébauche d'un gouvernement de la France libre, avant la création du Comité national français (CNF) à Londres, le 24 septembre 1941.

La Grande-Bretagne se retrouve seule face à l'Allemagne. Son aviation tient en échec la **Luftwaffe** et contraint **Hitler** à renoncer, en **octobre 1940**, à son projet de débarquement. Mais en Europe (Yougoslavie, Grèce) et en Afrique du Nord (Égypte), les troupes allemandes et italiennes poursuivent leur avancée. Le **22 juin 1941**, rompant le **pacte germano-soviétique**, Hitler déclenche l'**opération Barbarossa**, vaste offensive contre l'URSS. L'Allemagne soumet les territoires vaincus à une terrible occupation. Dans l'Europe asservie, les Allemands mènent une politique antisémite qui débouche sur la **solution finale** visant à l'extermination des populations juives à laquelle participe l'**État français** de Vichy.

Le **7 décembre 1941**, le Japon, sans déclaration de guerre, détruit à **Pearl Harbor** l'essentiel de l'escadre américaine du Pacifique. Dans les mois qui suivent, les Japonais conquièrent une grande partie de l'Asie du Sud-Est. La guerre est désormais mondiale et, début **1942**, les forces de l'**Axe** sont à leur apogée.

LE CONTEXTE



La ligne de démarcation

Soldats allemands et gendarmes français à Moulins (Allier) / 2 mars 1943



Barbarossa

Colonne de blindés allemands se dirigeant vers Rostov-sur-le-Don / juillet 1942



Pearl Harbor

Destruction de l'escadre américaine du Pacifique par l'attaque aérienne japonaise / 7 décembre 1941



La politique antisémite nazie

Arrêtation de juifs par des soldats allemands Varsovie / octobre 1942



Entretien des panneaux signalétiques place de la Concorde, Paris, mars 1943. Les nazis abandonnent l'écriture gothique au début de 1941, sous prétexte qu'elle aurait été d'origine juive. En vérité, leurs complices ridiculisent l'emploi de typographies compréhensibles partout et par tous, et ils font appel, en particulier dans la signalétique militaire, à des alphabets modernistes qui avaient été décriés décadents et rigoureusement interdits quelques années plus tôt. © M. L.



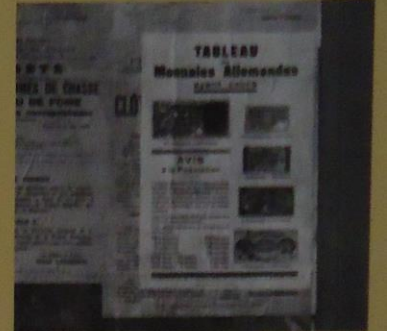
Panneaux signalétiques port de l'Alma, Paris, mars 1942. © M. L.



Panneaux signalétiques pour les troupes allemandes dans un village de Seine et Oise, 1941. © M. L.



Panneaux signalétiques devant la Chambre des députés, mars 1942. © M. L.



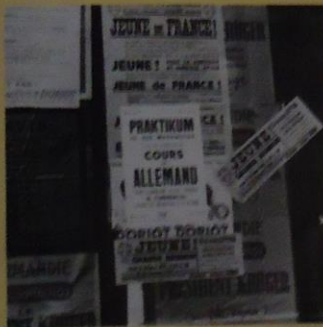
Affiche administrative, le «tableau des monnaies allemandes» présente les billets en circulation et indique un taux de change exorbitant au faveur du Reichsmark, juillet 1940. © M. L.

6 Les signes de l'Occupation

Même si, jusqu'en 1943, le nombre de soldats allemands ne dépasse pas 40 000, l'occupant est omniprésent et impose sa loi et ses signes à la population française. Partout trônent les oriflammes et la signalétique nazies aux caractères typographiques modernistes. Les panneaux de signalisation sont

autant de signes de conquête, au même titre que les inscriptions ostentatoires en allemand sur les bâtiments dévolus aux structures de commandement ou à la troupe : cafés, restaurants, cinémas réquisitionnés, lieux d'achats ou de culte. La presse écrite est muséifiée avec le soutien des collaborateurs et les

journaux allemands traduits en français offrent continuellement des exemples de l'instauration d'une Europe nouvelle sous la conduite de Hitler. La zone occupée vit à l'heure allemande. Puis, à partir de 1942, toute la France.



Une annonce pour un cours d'allemand voisine avec un avis d'abandon d'otages, des affiches pour la sortie du film *Le Président Krizky*, film allemand, et des affichettes du Parti populaire français, Paris, octobre 1941. © M. L.

Paris, août 1940. Un kiosque à journaux, gare Saint-Lazare. Les principaux titres collaborationnistes, installés à Paris, sont : *Paris Soir*, *Au Progrès*, *Le Travail*, *La France au travail*, etc., qui tous sont financés par les services allemands. Quant à *Signal*, c'est l'édition en langue française de la *Berliner Illustrierte Zeitung*. © M. L.



Un des nombreux Soldatenheim de la capitale réservés aux troupes allemandes : le café Wepler, place Clichy, 1942. © M. L.

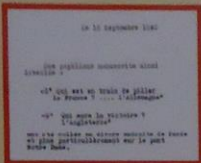
Campagne de lancement du *Pariser Zeitung*, quartier Nittong, janvier 1941. © M. L.

Vitrine du kiosque de *Signal* sur les Champs-Élysées, décembre 1942. © M. L.





Plaque anti-britannique éditée par les services de l'information de Vichy, 1941. Dessinateur : E. M. Perrot.



Rapport de la police parisienne.

La collaboration

L'Allemagne a besoin des richesses de la France pour soutenir ses efforts de guerre. Dans le même temps, afin d'assouplir les conditions d'armistice, de pérenniser le régime et de réserver à la France une place de choix dans l'Europe allemande, Vichy souhaite entretenir de bonnes relations avec le vainqueur et s'engage dans la collaboration politique et économique. La communication qui en découle est bâtie sur l'affirmation



À gauche : affiche pour l'engagement dans la LVF, signée Jean Breton, 1942. La LVF, dont Pétain devient le chef honorifique, a pour emblème l'aigle royal détentrice de la foudre et les oriflammes sont frappées de la croix gammée. Les volontaires, peu nombreux, reçoivent l'uniforme allemand et prêtent serment à Hitler.



À droite : vitrine d'un bureau de recrutement de la LVF à Paris, 28 juillet 1941. Un panneau est censé interdire « aux Juifs et aux francs-maçons de stationner devant cette vitrine ».

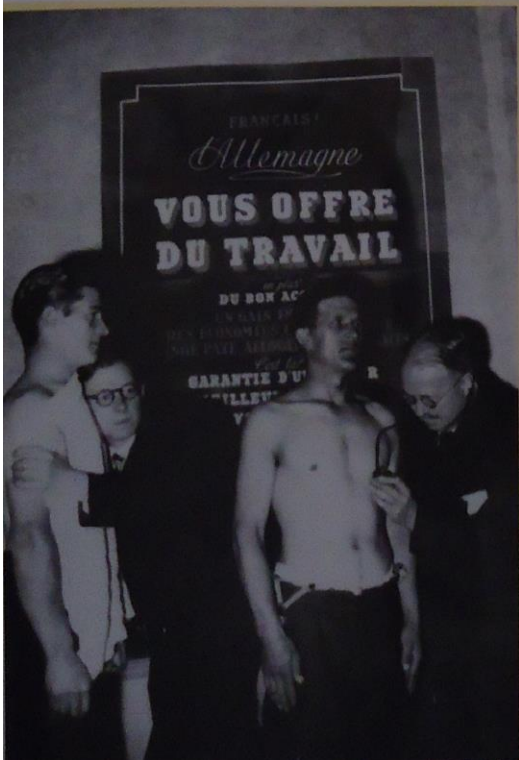


Affichette sur la vitrine d'un bureau de recrutement de la LVF, placée sous les autorités conjointes de Hitler et Pétain, juillet 1941.

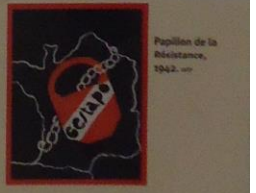
Hitler rencontre Pétain à Montoire-sur-la-Loire, en octobre 1940. Leur poignée de main devient un symbole des propagandes nazie et vichyste. Après l'entrevue, le président du Conseil, Pierre Laval, proclame : « Dans tous les domaines, nous avons envisagé dans quelle forme pratique notre collaboration peut servir les intérêts de la France, de l'Allemagne et de l'Europe. »

qu'Allemands et Français doivent faire face à des défis communs. Les services de l'information de Vichy soulignent quotidiennement la puissance, l'organisation et la bienveillance de l'ennemi d'hier. Les Anglais sont fustigés. L'anticommunisme amène la constitution d'une Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF), dont les signes sont partout diffusés. La collaboration économique et le travail en Allemagne sont

glorifiés par des campagnes conjointes. En zone occupée, la France devient une vitrine, soigneusement tenue par les collaborationnistes, où se trouve présentée l'Europe nouvelle, fondée sur la prééminence de l'Allemagne nazie. Propagande dont le slogan « Une France forte dans une Europe unie » est allègrement détourné par la jeunesse parisienne en : « Une France swing dans une Europe zazoue ».



Tract illustré de la Résistance dénonçant la collaboration et le marché noir, 1942.



Tract du mouvement Combat, 1943.



Affichette du Parti communiste, 1943.

À gauche : visite médicale des ouvriers volontaires pour l'Allemagne, octobre 1942.

Affiche de la Propagande Abertling incitant au travail en Allemagne, 1942.